



Direction de la Gestion Du Risque et de la Prévention

Contact **Sonya JALLEB**  
Téléphone 02 43 50 74 35

**Docteur JUHEL Philippe**

67, avenue du Général de Gaulle

72000 LE MANS

Date Le 18 janvier 2005  
N/Réf SJ/CB

**Objet : Contrat Bonne Pratique**

Docteur,

Je me permets d'attirer votre attention sur la signature, le 21 septembre 2004, d'un **Contrat de Bonne Pratique** relatif à la réalisation d'échographies obstétricales. Celui-ci se substitue au **Contrat de Pratique Professionnelle** sur le même sujet.

Ainsi, si vous souhaitez souscrire à ce contrat, que vous ayez ou non adhéré au CPP, vous devez le formaliser en nous retournant l'acte d'adhésion joint, avant le 31 janvier 2005.

Je vous prie d'agréer, Docteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur de la Gestion Du Risque et  
de la Prévention,

  
Jacques LALANNE

P.J.: CBP - Acte d'adhésion

**CONTRAT DE BONNE PRATIQUE  
PORTANT SUR LA REALISATION D'ECHOGRAPHIES OBSTETRIQUES**

**Acte d'adhésion**

*A remplir par le médecin qui l'adresse en deux exemplaires à la Caisse d'assurance maladie  
du lieu de son exercice principal qui lui en retourne un exemplaire*

**Identification du médecin**

Je, soussigné(e), NOM  
Prénom

numéro d'identification (qui figure également sur mes feuilles de soins),  
adresse de mon lieu d'exercice principal,

déclare adhérer au contrat de bonne pratique portant sur la réalisation d'échographies obstétricales et  
en respecter les dispositions.

Cachet du médecin

Date

Signature du Médecin

**Accusé de réception de la caisse**

o Adhésion enregistrée le \_\_\_\_\_ à effet du \_\_\_\_\_

u Adhésion non enregistrée et motif Cachet de \_\_\_\_\_

la Caisse d'assurance maladie

Date

**CONTRAT DE BONNE PRATIQUE  
PORTANT SUR LA RÉALISATION D'ECHOGRAPHIES OBSTETRIQUES**

Vu

- la loi n°2002-322 du 6 mars 2002 portant rénovation des rapports conventionnels entre les professions de santé libérales et les organismes d'Assurance Maladie.
- l'accord du 10 janvier 2003 entre les caisses nationales d'Assurance Maladie et quatre syndicats représentatifs des médecins libéraux,
- l'article L 162-12-18 du code de la sécurité sociale.

**Préambule**

La Nomenclature Générale des Actes Professionnels prend mal en compte la complexité de la réalisation des échographies obstétricales. Par ailleurs, la nomenclature des actes d'échographies obstétricales est mal adaptée à la pratique du dépistage systématique des malformations fœtales en France.

De plus, les médecins réalisant des échographies obstétricales ont constaté une augmentation de leurs primes d'assurance en Responsabilité Civile Professionnelle depuis l'année 2001.

Les caisses nationales d'Assurance Maladie et les syndicats représentatifs des médecins généralistes libéraux estiment qu'une analyse des données relatives aux incidents médicaux d'une part ainsi qu'une gestion des risques médicaux impliquant les professionnels concernés dans un processus de qualité d'autre part sont de nature à améliorer les conditions d'assurabilité des médecins.

Les parties au présent contrat ne méconnaissent pas les réponses qui pourront être apportées à ces questions, notamment par des évolutions législatives et réglementaires créant un observatoire des risques médicaux ainsi qu'une accréditation de la qualité de la pratique professionnelle des médecins exerçant en établissements de santé.

Le présent contrat de bonne pratique ne peut donc être qu'un dispositif transitoire, destiné à prendre fin à la date d'entrée en vigueur de la Classification Commune des Actes Médicaux techniques et de la prise en compte, dans le coût de la pratique intégré à cette dernière, des montants des primes d'assurance en Responsabilité Civile Professionnelle.

**Article 1 – Les parties au contrat**

Les parties au contrat de bonne pratique sont

- d'une part, les caisses nationales d'Assurance Maladie
- d'autre part, les syndicats représentatifs des médecins généralistes libéraux signataires de la convention.

Les parties ci-dessus identifiées sont désignées dans le présent contrat sous le terme de parties au contrat.

**Article 2 - Champ du contrat**

Sont concernés les médecins libéraux généralistes installés à la date d'adhésion au contrat

- qui ne sont pas autorisés à pratiquer des dépassements au sens des alinéas b et c de l'article 1-11 de la convention nationale des médecins généralistes libéraux.

- qui sont autorisés à pratiquer des tarifs différents au sens des alinéas b et c de l'article 1-11 de la convention nationale des médecins généralistes libéraux et dont le montant total des honoraires ne comporte pas plus de 35% de dépassement par rapport aux tarifs opposables, soit un ratio "honoraires sans dépassement / honoraires totaux" égal ou supérieur à 65%.

A titre de critère d'adhésion au contrat, le médecin doit attester d'une activité correspondant à un seuil minimum annuel qui ne pourra être inférieur à 380 échographies obstétricales, calculé sur l'année civile précédant l'année d'adhésion au contrat.

Pour les médecins installés en 2003, le seuil d'activité sera calculé au prorata temporis.

Les médecins installés en 2004 sont dispensés de ce seuil mais devront justifier d'au moins cinq mois d'activité d'échographie obstétricale dans l'année de signature du contrat.

### **Article 3 - Objet du contrat**

Ce contrat concerne la réalisation d'échographies obstétricales :

1) avec un équipement de qualité composé

- d'un échographe de moins de 7 ans disposant du doppler pulsé, du ciné-loop et d'une capacité de stockage d'au moins 200 images ;
- d'au moins deux sondes, dont une endo vaginale,
- d'un carnet de surveillance dans lequel doivent être consignés les interventions techniques sur l'appareil ainsi que ses éventuels dysfonctionnements.

2) donnant lieu à un compte-rendu détaillé. Lorsque le Comité National Technique de l'échographie de dépistage prénatal aura défini le contenu de ce CR, le professionnel adhérent aura l'obligation d'utiliser ce document-type.

### **Article 4 - Engagements du professionnel**

Le médecin généraliste adhérent au présent contrat de bonne pratique s'engage à s'impliquer dans un processus de qualité, notamment par l'application des références opposables et des recommandations de bonne pratique.

Le médecin généraliste adhérent au présent contrat de bonne pratique s'engage à pratiquer les échographies obstétricales dans les conditions visées à l'article 3 et à transmettre au service médical sur sa demande le compte-rendu des échographies obstétricales ainsi que les éléments permettant la réalisation du contrôle de qualité des équipements utilisés.

### **Article 5 - Engagements de l'Assurance Maladie**

#### **5-1 - Rémunération forfaitaire**

En contrepartie de ses engagements, le praticien percevra une rémunération forfaitaire, définie dans le tableau ci-dessous, en fonction de l'activité du praticien facturée en 2004.

Avec son acte d'adhésion, le praticien devra adresser à la caisse du lieu de son exercice un document attestant du nombre d'échographies réalisées en 2003. Le praticien produira sur demande de la caisse d'assurance maladie tous les éléments permettant de vérifier cette déclaration.

Le montant de cette rémunération est fixé comme suit

Niveau d'activité 2004 Nombre d'échographies obstétricales	Médecins exerçant en secteur 1	Médecins autorisés à pratiquer des honoraires différents réalisant 30 % et plus de leurs actes en KE en tarifs opposables	Médecins autorisés à pratiquer des honoraires différents réalisant entre 10 et 30% de leurs actes en KE en tarifs opposables
Inférieur à 1 500	2 000 €	1 500 €	1 000 €
égal ou supérieur à 1 500	4 000 €	3 000 €	2 000 €

Pour les médecins installés en 2004 et justifiant d'au moins cinq mois d'activité dans l'année, le montant de cette rémunération est calculé au prorata temporis.

Sous réserve du respect des conditions et des engagements contractuels, la Caisse d'Assurance Maladie du lieu d'exercice du praticien lui versera ce forfait sous forme d'un versement unique à l'issue de l'exercice 2004. Ce versement est conditionné au respect des critères d'activité sur l'année 2004, mais pourra toutefois être anticipé sur la base des résultats d'activité 2003.

#### 5-2 - Participation des Caisses aux primes de Responsabilité Civile Professionnelle (R.C.P) pour les médecins adhérents

L'Assurance Maladie apportera une aide aux médecins adhérent au présent contrat de bonne pratique sous réserve:

- du respect des critères d'adhésion définis à l'article 2,
- que leur prime d'assurance rapportée à l'année civile soit, pour l'année 2003, d'un niveau égal ou supérieur à 1 000 €.

Cette aide sera égale, pour les médecins exerçant en secteur I, à la différence entre l'appel des cotisations au titre de l'exercice 2004 et celui réglé en 2001 hors majoration liée à un sinistre avéré et dans la limite d'un plafond ne pouvant excéder 4 000 € par praticien.

Pour les médecins autorisés à pratiquer des honoraires différents, cette aide sera égale à une part de la différence entre l'appel des cotisations au titre de l'exercice 2004 et celui réglé en 2001 hors majoration liée à un sinistre avéré (dans la limite d'un plafond ne pouvant excéder 4 000 € par praticien).

Le montant de cette aide est fixé comme suit

	Médecins exerçant en secteur I	Médecins autorisés à pratiquer des honoraires différents réalisant 30 % et plus de leurs actes en KE en tarifs opposables	Médecins autorisés à pratiquer des honoraires différents réalisant entre 10 et 30% de leurs actes en KE en tarifs opposables
Part de la différence entre les primes RCP prise en charge Dans la limite de 4 000 €.	100%	80%	60%

Cette aide est versée, sous forme d'un versement unique correspondant à l'exercice 2004, au médecin par la Caisse d'Assurance Maladie du lieu d'exercice professionnel du médecin généraliste sur présentation d'un justificatif.

#### Article 6 - Modalités d'adhésion

Les médecins ayant, ou n'ayant pas, adhéré au contrat de pratiques professionnelles intégré à la convention nationale des médecins généralistes libéraux par l'avenant 13 bis peuvent adhérer au présent contrat de bonne pratique, sous réserve du respect

- des critères d'adhésion définis à l'article 2,
- et notamment du respect de la pratique d'honoraires sans dépassement évoquée à l'article 2 pour les médecins autorisés à pratiquer des honoraires différents.

<sup>1</sup> Hors droit permanent à dépassement.

<sup>2</sup> Hors droit permanent à dépassement.

Le médecin formalise son adhésion au contrat de bonne pratique par la signature de l'acte d'adhésion joint en annexe au plus tard le 31/12/2004.

Lorsque le médecin ne respecte pas les dispositions du contrat de bonne pratique, la caisse de son lieu d'exercice professionnel l'informe par lettre recommandée avec accusé de réception des faits qui lui sont reprochés et des conséquences. Le médecin dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations. A l'issue de ce délai, la caisse saisit la CCPL du département qui décide s'il y a lieu, de la résiliation du contrat après avoir entendu, à sa demande, le praticien. La mesure encourue est le non-paiement des contreparties financières prévues aux articles 5-1 et 5-2. Si le non-respect des engagements est constaté après le versement de la rémunération forfaitaire la caisse peut procéder à d'éventuelles actions en récupération de la somme indûment versée.

#### **Article 7 - Echéance du contrat de bonne pratique**

Le présent contrat cesse à la date d'entrée en vigueur de la Classification Commune des Actes Médicaux (CCAM technique) et, au plus tard, le 31/12/2004.

Fait à Paris, le

Jean-Marie SPAETH  
Président de la Caisse Nationale de  
l'Assurance Maladie  
des Travailleurs Salariés

Pierre COSTES  
Président de la Fédération Française  
des Médecins Généralistes  
M.G. France

Jeannette GROS  
Présidente de la Caisse Centrale de la  
Mutualité Sociale Agricole

Dinorino CABRERA  
Président du Syndicat  
des Médecins Libéraux

Gérard QUEVILLON  
Président de la Caisse Nationale  
d'Assurance Maladie  
des Professions Indépendantes